

CONVENTION SUR LES MODALITES DE REVERSEMENT
DE LA TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE INSTITUEE
SUR LE SECTEUR DE HIPPODROME – CHATEAU ROUQUEY
ENTRE LA VILLE DE MERIGNAC ET BORDEAUX METROPOLE

ENTRE :

Bordeaux Métropole, Établissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé Esplanade Charles de Gaulle - 33045 – Bordeaux Cedex (ci-après désigné « **Bordeaux Métropole** » représenté par son Président en exercice, Monsieur Alain Anziani, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2023/xxx du 26 mai 2023, et reçue à la préfecture de la Gironde le jj mmmm aaaa.

D'UNE PART

ET :

La commune de xxxx, ayant son siège social, xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx (ci-après désignée « **Commune de xxxx** ») représentée par son Maire, Monsieur/Madame xxxx xxxx, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal n° xxxx du jj mmmm aaaa, et reçue à la préfecture de la Gironde le jj mmmm aaaa.

D'AUTRE PART

Dans le cadre de la délibération n° 2023/xxx du 26 mai 2023 un périmètre de Taxe d'aménagement majorée a été instauré sur le secteur xxxx. Cette taxe doit permettre le financement du programme d'équipements publics requis par l'opération xxxx et dont le montant est évalué à xxxx €.

Au sein de ce programme d'équipements publics, la quote-part des équipements publics financés par la commune est estimée à x% du montant total des équipements publics à financer. La Taxe d'aménagement majorée étant intégralement perçue par l'établissement public de coopération intercommunale et les produits recouverts de taxe d'aménagement pouvant être reversés en tout ou partie à la commune, il y a lieu de prévoir les modalités de détermination et de reversement de la part de la Taxe d'aménagement majorée pouvant revenir à la commune de xxx au titre de l'opération xxxx .

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention vient organiser les modalités de reversement par Bordeaux Métropole à la commune de xxxx, d'une part de la Taxe d'aménagement majorée perçue sur le secteur xxxx, au prorata de la charge des équipements publics financés par la commune dans le cadre de l'opération xxxx.

ARTICLE 2 : Modalités du reversement

La commune adressera à Bordeaux Métropole en N une demande de reversement de la quote-part du produit de la Taxe d'aménagement majorée (TAM) encaissée par Bordeaux Métropole en N-1 sur le secteur xxxx.

Ce reversement correspondra à x% de la Taxe d'aménagement majorée, soit une quote-part de produit pour la commune à due proportion de la charge prévisionnelle des équipements publics qu'elle finance.

Bordeaux Métropole effectuera un reversement annuel. Le paiement sera effectué au profit de la trésorerie de la commune de xxxx.

Identification internationale de compte bancaire - IBAN

--	--	--	--	--	--	--

Identifiant international banque – BIC

--

A l'appui de sa demande annuelle de reversement, la commune de xxxx s'engage à transmettre à Bordeaux Métropole un état détaillant les dépenses mandatées par la commune en N-1 au titre des équipements publics financés sur le secteur en Taxe d'aménagement majorée (TAM).

De plus, un état complet certifié par le Comptable public des dépenses exécutées par la Commune au titre des équipements publics lui incombant devra être transmis à Bordeaux Métropole l'année suivant les derniers paiements.

Bordeaux Métropole produira ce même état au titre des équipements à sa charge.

Ces états permettront de déterminer la quote-part effective des dépenses relatives aux équipements publics à la charge de la commune et de Bordeaux Métropole et permettra ainsi d'arrêter la part du produit de TAM devant revenir au final à la commune et à la Métropole (calcul du prorata réel).

Ce calcul se traduira, soit par un complément de reversement de TAM par Bordeaux Métropole à la commune, soit par une demande de restitution de TAM par Bordeaux Métropole à la commune.

Les demandes et différents états des dépenses réalisées devront être adressés au sein de Bordeaux Métropole à :

Direction générale Finances et Commande publique
Direction ressources et ingénierie financière Service ressources fiscales et dotations

ARTICLE 3 : Durée de la convention

- *Prise d'effet de la convention* : la présente convention prend effet à compter de sa signature entre les parties.

- *Date de fin de la convention* : la convention prendra automatiquement fin l'année suivant le plus lointain des deux exercices correspondant soit au recouvrement intégral de la Taxe d'aménagement majorée, soit au paiement complet de l'ensemble des équipements publics financés par la Taxe d'aménagement majorée sur le secteur par l'ensemble des acteurs.

ARTICLE 4 : Litiges

En cas de litiges, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux,

Fait à Bordeaux en cinq exemplaires, le

Le Maire,

Le Président de Bordeaux Métropole

Prénom Nom du maire

Alain Anziani